

LA LIQUIDATION PAR LES NULS

A la papèterie de Tarascon, ce n'est même plus de l'amateurisme de la part du liquidateur judiciaire. À ce stade, cela frôle la folie industrielle. Malgré les relances, les demandes, les arrêtés préfectoraux, les alertes des salariés et celles de la DREAL, il s'obstine à vouloir aller toujours plus vite. Son objectif : arrêter l'usine au plus tôt. Sauf qu'une papèterie ne s'éteint pas comme on coupe la lumière en quittant une pièce. Même avec la meilleure volonté du monde, l'opération ne peut pas se régler en deux jours. En cause notamment : les milliers de mètres cubes de produits dangereux encore présents sur le site, dont les liqueurs. Leur évacuation prendra *« plusieurs mois, en lien avec la capacité des autres usines ayant recours au procédé Kraft à les absorber »*.

Ces mots ne viennent pas de la Filpac CGT. Ils sont tirés d'un courrier adressé à notre fédération, le 2 septembre, par la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut. Pour elle, les choses sont claires : tout repose sur le mandataire et relève de sa responsabilité. Celui-ci *« devra trouver un équilibre visant à assurer la maîtrise des risques industriels qui demeurent sur le site tout en préservant les moyens limités*

Pourtant, une solution existe : faire appel aux anciens salariés, ceux qui connaissent réellement l'usine. Mais pourquoi faire efficacement quand on peut faire n'importe quoi ?

à sa disposition ». Traduction : la sécurité des populations repose désormais sur un funambule aveugle avançant sur un fil élimé. Quant aux pouvoirs publics, ils semblent décidés à ne pas bouger le petit doigt tant que personne ne tombe. Pourtant, une solution existe : faire appel aux anciens salariés, ceux qui connaissent réellement l'usine. Mais pourquoi faire efficacement quand on peut faire n'importe quoi ? D'après nos informations, le mandataire a préféré recruter du personnel venu d'Europe de l'Est pour accélérer le démantèlement du site. La sécurité ? La pollution ? Les risques d'accident ? Tout semble désormais devoir s'effacer derrière une seule obsession : aller vite. Tant pis si, au passage, le site est tellement dégradé qu'il devient impossible d'y envisager un jour une reprise industrielle. Mais il reste une sacrée liqueur noire dans le potage...

Car si cette précipitation devait provoquer un accident et mettre en danger la population, les salariés, et les intervenant, il ne suffira plus d'expliquer qu'il fallait composer avec des « moyens limités ». Les responsabilités devront être établies. Les juges chargés de les rechercher seront moins compréhensifs que la ministre dans ce qui ressemble furieusement à une lettre d'excuses écrite par anticipation. En attendant, les habitants de Tarascon n'ont plus qu'à croiser les doigts pour ne pas devenir, malgré eux, les figurants d'une nouvelle version d'AZF. La Filpac CGT refuse cette roulette russe industrielle. Une usine ne se démantèle pas à coups de décisions précipitées. •